

Élie Halévy. Un regard français inédit sur le *New Deal* de Franklin D. Roosevelt

Marie Scot

En 1934 et en 1936, Élie Halévy entreprend d'inclure une leçon sur « la question sociale aux États-Unis et l'expérience Roosevelt » dans son cours sur le « Socialisme en Europe au XIX^e siècle » qu'il professe à l'École libre des sciences politiques depuis 1902. Non reproduite dans le manuscrit publié chez Gallimard en 1948 par les amis et les élèves d'Élie Halévy sous le titre *Histoire du socialisme européen*¹, cette leçon extra-européenne est intéressante à plus d'un titre.

De Daniel T. Rogers (*Atlantic Crossings*²) à Kiran Patel (*The New Deal. A Global History*³), les historiens ont mis au jour les circulations d'hommes, d'idées, de savoirs et de savoir-faire, de théories, d'instruments et d'expérimentations entre les États-Unis, l'Europe et le monde dès avant la Grande Guerre et plus encore après le premier conflit mondial en dépit de réflexes nationalistes. La crise mondiale qui affecte les économies et les démocraties dans les années 1930, les expériences alternatives que constituent les dictatures autoritaires, les fascismes et le communisme soviétique ont provoqué une intensification des échanges et des débats à l'échelle mondiale et suscité une véritable « conversation transnationale » (Patel, p. 3). Autant qu'il s'est lui-même nourri des expériences politiques, économiques et sociales mises en œuvre tant par les démocraties scandinaves que par les régimes totalitaires italien, allemand ou soviétique, le *New Deal* a été scruté, commenté, voire exporté et adapté à des configurations nationales variées, aussi bien en Europe qu'en Amérique latine, en Angleterre qu'en Australie, Nouvelle-Zélande et Canada, et même dans les espaces coloniaux. La leçon qu'Élie Halévy consacre à l'expérience Roosevelt et au *New Deal* américain s'inscrit dans ce contexte de mise en circulation d'informations et de schèmes interprétatifs et amène à interroger la réception française⁴ du *New Deal* par un professeur de l'École libre des sciences politiques.

¹ Élie Halévy, *Histoire du socialisme européen*, Paris, Les Belles Lettres, 2016 [Gallimard, 1948].

Un ensemble documentaire relatif à cette leçon inédite (notes de cours prises par un étudiant, notes de cours rédigées par Élie Halévy et bibliographies imprimées pour les élèves de l'ELSP) est reproduit dans la rubrique « Sources » de ce même numéro d'*Histoire@Politique* [n° 31, janvier-avril 2017, <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=31&rub=sources&item=34>]. Toutes les citations non référencées de cet article y renvoient. L'auteure tient à remercier les relecteurs des deux articles pour leurs remarques et contributions.

² Daniel T. Rodgers, *Atlantic Crossings. Social Politics in a Political Age*, Cambridge, Harvard University Press, 1998.

³ Kiran Patel, *The New Deal. A Global History*, Princeton, Princeton University Press, 2016.

⁴ Parmi les rares études consacrées à cette réception française, voir Donald Roy Allen, *French Views of American in the 1930s*, NY Londres, Garland, 1979. Voir également Bernadette Galloux-Fournier, *L'Image des États-Unis du New Deal à travers les récits des voyageurs français 1933-1939*, mémoire d'histoire de l'IEP de Paris, sous la direction de Pierre Milza, 1981, notamment p. 95-120 ; et *Id.*,

Historien philosophe, spécialiste du radicalisme philosophique et du libéralisme anglais, ainsi que des doctrines et des expériences socialistes européennes, Élie Halévy, par ses réseaux, ses objets d'études, les lieux et milieux qu'il fréquente, présente des dispositions propices à la réception de l'expérience américaine, et l'on peut, à travers son cas individuel, esquisser une étude des spécificités et des reconfigurations qui affectent les voies et les formes de cette réception française. Mais réception n'est pas synonyme d'américanisation. Nous suivrons en cela les analyses de Philip Nord⁵ qui fait de l'École libre des sciences politiques un laboratoire d'un *New Deal* à la française dès les années 1930, un foyer paradoxal de conservatisme et d'innovations où se recomposent logiciels doctrinaux, approches méthodologiques et réflexions pratiques en matière de modernisation politique, économique et sociale de la France. En y enseignant, Élie Halévy est incontestablement un acteur de ce travail de diffusion et d'acclimatation à de nouvelles approches, outils et doctrines : l'horizon américain est un prétexte, autant qu'un modèle, pour des milieux modernisateurs et réformateurs pluriels, aux interactions multiples et permanentes, dont l'École libre des sciences politiques est une chambre d'écho et une caisse d'amplification.

Sources et médiations : les voies plurielles de la réception

En incluant en 1934 une leçon consacrée à l'expérience Roosevelt dans son cours sur « Socialisme en Europe au XIX^e siècle », Élie Halévy fait œuvre inédite : l'historien philosophe n'est pas un « américaniste » : il ne s'est jamais rendu aux États-Unis, n'y entretient pas de réseau familial, amical ou professionnel, connaît peu le champ universitaire même s'il compulse sa production scientifique, et n'en a jamais fait un objet d'études à part entière.

Le professeur ne peut, *de facto*, que transmettre une connaissance indirecte et médiée du *New Deal* à ses étudiants ; Élie Halévy est ici tributaire de sources primaires et secondaires que le « pré-cours » – à savoir la documentation, les bibliographies, les lectures et les notes élaborées pour préparer la leçon⁶ – permet d'identifier, nous offrant un aperçu aussi rare que précieux de l'atelier professoral, du *making-of* du cours et des échafaudages documentaires souvent invisibles qui soutiennent l'ensemble mais disparaissent une fois la leçon prononcée et/ou le cours publié. L'opération de reconstitution des sources mobilisées par Halévy – érudite et fastidieuse, mais utile – permet d'avoir un bon aperçu à la fois des éléments disponibles en France sur le *New Deal* en 1934-1936 et de leurs inévitables biais, des voies et des milieux qui véhiculent ces connaissances et ces analyses de l'expérience Roosevelt, enfin des sélections et des choix opérés par Élie Halévy lui-même.

Voyageurs français aux États-Unis. 1919-1939, thèse de doctorat de troisième cycle d'histoire de l'IEP, sous la direction de Pierre Milza, 1986, notamment p. 295-318.

⁵ Philip Nord, *Le New Deal français [France's New Deal]*, Princeton University Press, 2010], Paris, Perrin, 2016.

⁶ Nous invitons le lecteur à se reporter à l'ensemble documentaire présenté dans la rubrique « Source » de ce même numéro d'*Histoire@Politique* : n° 31, janvier-avril 2017 : <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=31&rub=sources&item=34>.

Bien que membre d'une École libre des sciences politiques adepte d'une histoire du temps présent aux limites du journalisme, Élie Halévy s'appuie avant tout sur des sources pour dissenter de l'expérience Roosevelt – à l'inverse, par exemple, de son collègue André Siegfried qui a fait du voyage et de l'observation directe l'*alpha* et l'*omega* de son dispositif d'enquête. Halévy recourt néanmoins à une gamme de sources de nature très variée, allant de la documentation primaire (textes législatifs, rapports, littérature grise) à la presse généraliste (*Times* et *Manchester Guardian Weekly*), des mémoires des protagonistes (discours, interviews, biographies des *New Dealers*) aux reportages et essais des visiteurs étrangers (de Tesson, Maurois), de la chronique factuelle (*L'année politique*) à la presse spécialisée (numéro spécial des *Cahiers des droits de l'homme*⁷, articles de *The Round Table*, *The Commonwealth Journal of International Affairs* et du *The Political Quarterly*) et à la littérature scientifique existante. Au professeur et à ses étudiants de faire la part de subjectivité, de fiabilité et de scientificité dans ces lectures de registre et de facture très différents.

Autre caractéristique de la documentation réunie par Élie Halévy pour élaborer son cours : son caractère international. Élie Halévy s'inscrit là encore dans la tradition de l'École libre des sciences politiques qui entend proposer un enseignement « européen, ou même universel par le cadre⁸ » et incite ses professeurs à adopter une approche comparée, voire transnationale. Élie Halévy est également – par tradition familiale, par disposition polyglotte (il maîtrise l'anglais, l'italien, l'allemand) et par ses domaines d'études (philosophie allemande et histoire anglaise) – un lecteur « global » qui suit avec attention la production étrangère. En matière de *New Deal*, Élie Halévy recourt à des sources anglaises et américaines.

Ses lectures américaines émanent majoritairement des *New Dealers* eux-mêmes⁹ (Roosevelt, Hugh S. Johnson, Adolf A. Berle) dont les discours, mémoires et entretiens, ainsi que les travaux scientifiques sont utilisés dans ses notes préparatoires. Il conseille également à ses élèves les ouvrages de partisans du *New Deal*, à l'instar de Charles A. Beard, formé à Oxford et professeur à Columbia, historien et politiste, spécialiste d'une approche socio-économique des institutions américaines¹⁰ et auteur d'un ouvrage favorable à la planification économique¹¹. Élie Halévy recommande également à ses étudiants l'histoire du socialisme aux États-Unis¹² (1903) écrite par l'avocat et militant juif new-yorkais, Morris Hillquit, introducteur du marxisme aux États-Unis, membre fondateur du parti socialiste américain, en même temps que l'un de ses premiers historiens.

Élie Halévy s'intéresse de près à un courant de littérature américaine qu'il associe au *New Deal* : la technocratie. Dans la bibliographie distribuée aux étudiants, il mentionne les ouvrages de Thornstein Veblen, Allen Raymond, Adolf Berle et Gardiner Means, Frank Arkright (*alias* Frederick Ackerman), ainsi que le livre du

⁷ *Cahiers des droits de l'homme*, 10/06/1934, deux articles : François Curcy, « M. Roosevelt avant la Présidence » et Maurice Milhaud, « Le plan de redressement économique aux États-Unis ».

⁸ Émile Boutmy, Émile Vinet, *Projet d'une Faculté libre des sciences politiques*, juillet 1871, p. 12.

⁹ Kenneth Bertrams, « Une inspiration tout en contrastes. Le *New Deal* et l'ancrage transnational des experts du planning, 1933-1943 », *Genèses* 2008-2, n° 71, p. 64-83.

¹⁰ Charles A. et Mary R. Beard, *The Rise of American Civilization*, New York, The Macmillan Company, 1933.

¹¹ Charles A. Beard, *Five Year Plan for America*, *Forum*, n° 86, juillet 1931.

¹² Morris Hillquit, *History of Socialism in the United-States*, New York, Funk & Wagnalls, 1903.

vulgarisateur français Maurice Druesne¹³. Dans ses notes préparatoires, il recopie Veblen dans le texte (*The Engineer and the Price System*, 1921) et reprend l'interprétation qu'en fait Raymond (*What is Technocracy?* 1933). L'intérêt d'Élie Halévy pour la littérature et le courant technocratiques est assez remarquable, parce que de première main et précoce¹⁴.

La médiation anglaise s'opère quant à elle essentiellement par la presse. Si certains périodiques de référence (plutôt conservateurs) sont mobilisés à des fins informationnelles et descriptives (*Times*, *The Round Table*), le *Manchester Guardian* et *The Political Quarterly*, utilisés de manière plus systématique, sont deux titres marqués à gauche, proches du *Labour* et des milieux réformateurs libéraux. *The Political Quarterly* a ainsi été fondé en 1930 par deux professeurs de *Public Administration* de la London School of Economics and Political Science (LSE), Kingsley Martin et William Robson, et publie les articles de deux autres de ses membres, le libéral William Beveridge et le travailliste Harold Laski, en plus de ceux de John Maynard Keynes. Les lectures anglaises d'Élie Halévy reflètent de fait la structure de ses réseaux britanniques¹⁵, polarisés autour de la LSE¹⁶, institution elle-même particulièrement internationalisée dans l'entre-deux-guerres en raison du partenariat privilégié noué avec la Fondation Rockefeller, des échanges entre ses professeurs et leurs homologues américains (en droit, science politique et *Public Administration*) et d'une forte présence d'étudiants américains. L'unique auteur allemand cité dans la bibliographie accompagnant le cours, l'économiste Morritz Julius Bonn, est d'ailleurs *refugee scholar* à la LSE à partir de 1933. Si la réception anglaise du *New Deal* est globalement positive¹⁷, elle l'est plus encore dans les cercles

¹³ Maurice Druesne, *Les problèmes économiques et la technocratie*, Paris, Payot, 1933. Olivier Dard mentionne à propos de la publication que « Maurice Druesne [est] présenté comme diplômé de l'université de Columbia », dans Olivier Dard, *Jean Coutrot. De l'ingénieur au prophète*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 1999, p. 266. Élie Halévy, pendant la Grande Guerre, avait également montré un intérêt déçu pour les travaux d'Henri Chardon, expert en réforme administrative, voir Élie Halévy, *Correspondance et écrits de guerre 1914-1919*, Paris, Les Belles Lettres, 2016, p. 204, 206, 224.

¹⁴ John M. Sherwood, « Technocracy in Post-War France. The History of an Idea », 1978, cité par R. F. Kuisel, *Le capitalisme et l'État en France. Modernisation et dirigisme au XX^e siècle*, Paris, Gallimard, 1984 [Cambridge University Press, 1981], p. 144-145.

¹⁵ Élie Halévy effectue son premier voyage d'études en Angleterre en 1892 ; il instaure la tradition de séjours annuels de travail consacrés à ses recherches sur le benthamisme et le radicalisme (1896-1904), puis sur l'histoire du peuple anglais au XIX^e siècle. Il mobilise d'abord ses réseaux familiaux, artistiques et intellectuels, notamment fabiens, qui lui ouvrent les portes de cercles académiques où il bénéficie de la réputation que lui vaut sa chaire à l'ELSP. À Londres, Élie fréquente principalement la LSE, institution fondée par la société Fabienne, et entretient des liens d'amitiés avec son directeur Sidney Webb et son épouse, Béatrice, ainsi qu'avec deux autres membres fondateurs, Bernard Shaw et Graham Wallas, professeur de science politique ; il est également reçu à Cambridge par Bertrand Russell et sa première épouse Alys. Il partage avec ces intellectuels anglais un même intérêt pour les jeunes sciences sociales (sociologie empirique, science politique et *public administration*, relations internationales) et, à défaut des mêmes engagements politiques, un même intérêt pour la réforme sociale et les doctrines socialistes.

¹⁶ Marie Scot, *La London School of Economics and Political Science. Internationalisation universitaire et circulation des savoirs au XX^e siècle*, Paris, PUF, 2011. À l'exception notable du département d'économie dominé par les économistes orthodoxes libéraux (Lionel Robbins et Friedrich von Hayek) qui croiseront le fer avec l'École de Cambridge « keynésienne » et se mobiliseront contre les théories de la planification : voir chap. 5, p. 142 et suivantes.

¹⁷ John Dizikes, *Britain, Roosevelt and the New Deal. British Opinion, 1932-1938*, New York, Garland, 1979. La réception anglaise du *New Deal* est globalement positive. Le Labour enthousiaste y voit les

de réformateurs sociaux, travaillistes et libéraux qui ont contribué à théoriser et à développer dès l'après-guerre les éléments précurseurs du *Welfare State* britannique¹⁸, dont s'inspirent, dans un effet miroir et pour mieux s'en distinguer, les *New Dealers* des années 1930¹⁹.

Dans la bibliothèque française d'Élie Halévy figurent principalement les écrits des « passeurs » des relations franco-américaines, maîtrisant l'anglais, ayant effectué des séjours d'études et de travail aux États-Unis et développé des réseaux de sociabilité. Ainsi en va-t-il de Paul de Rousiers²⁰, socio-économiste envoyé au tournant du siècle par le Musée social outre-Atlantique pour enquêter sur les *trusts*, les cartels et les syndicats ; ainsi en va-t-il d'André Siegfried²¹, « pape » des études américaines à l'ELSP, célèbre pour avoir publié *Les États-Unis aujourd'hui* en 1927 ; ainsi en va-t-il d'André Maurois dont le livre-reportage, *Chantiers américains*, paru en 1933²², est cité par Halévy et recommandé aux étudiants, de même que la biographie de Roosevelt²³ par François de Tesson, correspondant de presse aux États-Unis avant 1914, ami personnel de Roosevelt, cheville ouvrière des relations franco-américaines après-guerre et député radical-socialiste. Ainsi en va-t-il surtout de Robert Marjolin²⁴, jeune chercheur que le directeur de l'École normale supérieure (ENS), Célestin Bouglé, a envoyé un an à Yale en 1932-1933 grâce à une *Rockefeller Fellowship* pour y réaliser une étude sur le syndicalisme américain²⁵ et qui s'impose comme l'un des meilleurs spécialistes français du *New Deal*²⁶. Élie Halévy lit de près

prémices d'une révolution sociale, avant d'en être déçu ; les libéraux (Lloyd George) assimilent cette politique au progressisme ; les conservateurs sont intéressés pour les plus réformateurs d'entre-eux (Harold MacMillan), soulagés par le caractère réformateur et limité de l'expérience – d'autant que les intellectuels, les hommes politiques et les syndicalistes anglais ont envisagé et expérimenté des modalités d'intervention de l'État bien plus ambitieuses qui serviront d'ailleurs de modèle aux *New Dealers*.

¹⁸ Marie Scot, *La London School of Economics and Political Sciences et le Welfare State. Science et politique 1940-1979*, Paris, L'Harmattan, 2005.

¹⁹ Kiran Patel, *The New Deal*, op. cit., chap. 4, p. 196 et suiv.

²⁰ Paul de Rousiers : *Les industries monopolisées (Trusts) aux États-Unis*, Paris, Colin, 1898 et *Les syndicats producteurs en France et à l'étranger*, Paris, Colin 1901. L'essai généraliste *La vie américaine*, paru en 1892, n'est pas mentionné par Élie Halévy. Sur Paul de Rousiers, voir l'article d'Antoine Savoye, « Paul de Rousiers, sociologue et praticien du syndicalisme », *Cahiers Georges Sorel*, n°6, 1988, p. 52-77.

²¹ Sur André Siegfried, voir le colloque, *L'œuvre scientifique d'André Siegfried*, Paris, Presses de la FNSP, 1977. Loïc Blondiaux, Philippe Veitl, « La carrière symbolique d'un père fondateur. André Siegfried et la science politique française après 1945 », *Genèses*, 37, 1999, p. 4-26. Alain Garrigou, « L'initiation d'un initiateur : André Siegfried », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 106-107, mars 1995, p. 27-41. André Siegfried est LA référence française des études américaines depuis la parution de son livre *Les États-Unis aujourd'hui*, en 1927. Fervent visiteur, il a effectué pas moins de 10 séjours américains depuis 1898 cf. B. Galloux Fournier, *L'image des États-Unis*, op. cit.

²² André Maurois, *Chantiers américains*, Paris, Gallimard, 1933. A. Maurois est, avec Jules Romains, un des « écrivains voyageurs » habitués des séjours outre-Atlantique : il en a effectué neuf entre 1927 et 1937. cf. B. Galloux Fournier, *ibidem*.

²³ François de Tesson, *Franklin D. Roosevelt*, Paris, Édition Baudinière, 1932.

²⁴ Robert Marjolin, *Le travail d'une vie. Mémoires, 1911-1986*. Paris, Robert Laffont, 1986, p. 56.

²⁵ Robert Marjolin, *L'évolution du syndicalisme aux États-Unis de Washington à Roosevelt*, Paris, Alcan, 1936.

²⁶ Robert Marjolin, *Les expériences Roosevelt*, Paris, Les cahiers du socialiste 5, La librairie populaire, 1934 et « Les États-Unis, les expériences Roosevelt et la philosophie sociale américaine », dans Célestin Bouglé (dir.), *Inventaires I : La crise sociale et les idéologies nationales*, Paris, Alcan, 1936, p. 127-143.

Robert Marjolin qu'il fréquente et avec qui il partage ses réseaux anglais (notamment à la London School of Economics).

Si Élie Halévy mobilise les écrits des « américanistes » français, il ne les utilise pas avec une intensité identique : ainsi les essais de Maurois et de Tessan trouvent grâce à ses yeux, mais il n'en va pas de même de ceux, très critiques envers le *New Deal*, de Siegfried qu'il mentionne par obligation dans la bibliographie de l'ELSP mais dont il ne fait aucun usage dans son « pré-cours »²⁷. Même constat pour les travaux de Bernard Fay²⁸, titulaire au Collège de France de la chaire d'études américaines et correspondant aux États-Unis de la *Revue de Paris*, ou de Jean Canu, professeur de littérature et de civilisation américaines à la Sorbonne, qui ne sont pas mentionnés, sans doute en raison de leur approche trop généraliste et de leur penchant essayiste. *A contrario*, les travaux scientifiques de Rousiers et de Marjolin sont amplement compulsés et cités. On note des « oublis volontaires » dans cette bibliothèque française : les essais anti-américains qui ont fleuri au tournant des années 1920-1930, à l'instar des *Scènes de la vie future* de Georges Duhamel, du *Cancer américain* de Robert Aron et Arnaud Dandieu ou de *La crise du capitalisme américain* de Bertrand de Jouvenel²⁹, sont systématiquement ignorés ; l'absence de mention aux travaux d'André Philip sur le syndicalisme américain³⁰ et à l'ouvrage de Georges Boris, *La révolution Roosevelt*³¹ paru en 1934 – qui s'imposent pourtant comme des lectures de référence, notamment dans les milieux socialistes – est plus difficile à interpréter.

Ces références livresques dessinent des réseaux qui s'incarnent dans des lieux et des milieux fréquentés par Élie Halévy, et s'avèrent propices à l'épanouissement de cette « conversation transnationale » qui porte sur la crise des démocraties libérales et sur les moyens d'y remédier.

Si Élie Halévy ne dispose pas de réseaux américains, il peut compter, en France, sur ceux de son ami Célestin Bouglé, qui a fondé à l'École normale supérieure (ENS), grâce au financement de la fondation philanthropique américaine Rockefeller³², un Centre de documentation sociale (CDS) dont les missions sont la veille documentaire et la conduite d'enquêtes pluridisciplinaires sur des sujets socio-économiques

²⁷ André Siegfried rapporte la réaction glacée d'Élie Halévy à l'énoncé de son projet d'écrire un livre sur les États-Unis et le Canada : « Rien que ça ! », dans ELSP, *Élie Halévy – 6 septembre 1870-21 août 1937*, Paris, Coulommiers, Brodard et Taupin, 1938, p. 15. Siegfried publie trois ouvrages sur l'expérience Roosevelt jamais mentionnés par Élie Halévy : *L'économie dirigée*, Paris, Alcan, 1934 ; *États-Unis, Canada, Mexique. Lettres de voyages écrites au Petit Havre*, Le Havre, Le Petit Havre, 1936 ; *Qu'est-ce que l'Amérique ?*, Paris, Flammarion, 1937.

²⁸ Bernard Fay, *Roosevelt et son Amérique*, Paris, Stock, 1933. Voir Antoine Compagnon, *Le Cas Bernard Fay. Du Collège de France à l'indignité nationale*, Paris, Gallimard, 2009.

²⁹ Robert Aron et Arnaud Dandieu, *Le cancer américain*, Paris, Rioder, 1931 ; George Duhamel, *Scènes de la vie future*, Paris, Fayard, 1930. Bernard de Jouvenel, *L'économie dirigée*, Paris, Librairie Valois, 1928 et *La crise du capitalisme américain*, Paris, Gallimard, 1933.

³⁰ André Philip, *Le problème ouvrier aux États-Unis*, Paris, Alcan, 1927. Voir Christian Chevandier, Gilles Morin, *André Philip, socialiste, patriote, chrétien*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2005. Cette omission est d'autant plus surprenante qu'André Philip a fait sa thèse de doctorat sur le *Trade-Unionisme* et le mouvement ouvrier anglais en 1923, avant d'obtenir une bourse de la fondation Rockefeller pour étudier aux États-Unis en 1924-25 et fréquenter les milieux de la réforme sociale.

³¹ George Boris, *La révolution Roosevelt*, Paris, Gallimard, 1934. Voir Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *Georges Boris. Trente ans d'influence : Blum, de Gaulle, Mendès France*, Paris, Gallimard, 2010.

³² Ludovic Tournès, *Sciences de l'homme et politique. Les fondations philanthropiques américaines en France au XX^e siècle*, Paris, Classiques Garnier, 2011.

contemporains selon une méthode qui se caractérise par le recours aux sources et au terrain « contre les méthodes de l'information dite journalistique » et par le travail collectif et interdisciplinaire³³. Élie Halévy participe aux travaux du CDS où se noue une sociabilité intellectuelle intergénérationnelle entre les « vieux » philosophes Bouglé et Halévy et les « jeunes » spécialistes des nouvelles sciences sociales – sociologie, économie, relations internationales, science et sociologie politique – que sont Raymond Aron, Robert Marjolin, Jean Stoetzel, Georges Friedmann et Étienne Mantoux. Élie Halévy propose ainsi un article sur le libéralisme anglais confronté à la crise économique et au repli protectionniste, dans le premier volume des *Inventaires : la crise sociale et les idéologies nationales*³⁴, publié en 1936 par le CDS, où figurent également les textes de Bouglé sur l'individualisme français, de Aron sur l'Allemagne et l'anti-prolétarisme hitlérien, de Bernard sur l'Italie et le corporatisme, de Friedmann sur la Russie « nouvelle », de Marjolin sur le *New Deal*, d'Étienne Dennerly sur le Japon et l'Occident. C'est également au CDS qu'il fréquente Marjolin, jeune historien philosophe reconverti en « économiste », qui intègre l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales (ISRES) fondé par Charles Rist et également financé par la Rockefeller, dont il devient la cheville ouvrière à partir de 1934³⁵. Le jeune homme, qui est l'un des « premiers économistes français que l'on puisse qualifier de keynésien³⁶ », est également l'un des expert-économistes de la SFIO : il fait partie, avant de s'en éloigner, du groupe de la Révolution constructive, et se voit confier la rubrique hebdomadaire consacrée aux questions économiques nationales et internationales dans les colonnes du *Populaire*.

De la London School of Economics au Centre de documentation sociale de l'ENS et à l'Institut Rist, les efforts de la Fondation Rockefeller (dont certains membres éminents sont des *New Dealers* de premier plan) pour refonder l'espace universitaire européen autour de nouvelles sciences sociales et de nouvelles méthodologies, pour animer un réseau scientifique européen et transatlantique, et pour entretenir la « conversation transatlantique » ont porté leurs fruits. Ils contribueront à une réception européenne du *New Deal*.

Élie Halévy fréquente également l'École libre des sciences politiques (ELSP) où il enseigne depuis 1898 et qui constitue un carrefour social où se forment et se rencontrent hommes politiques, journalistes, hauts fonctionnaires, chefs d'entreprise et universitaires. L'ELSP n'est pas en reste dans l'étude des mondes étrangers : on y trouve des spécialistes de renom des États-Unis, à l'instar d'André Siegfried³⁷ et de

³³ Célestin Bouglé, « Avant-Propos », dans Célestin Bouglé (dir.), *Inventaires I, op. cit.*, p. 2.

³⁴ Célestin Bouglé (dir.), *Inventaires I : op. cit.* L'article d'Élie Halévy s'intitule « L'Angleterre : grandeur, décadence et persistance du libéralisme en Angleterre », p. 5-23, reproduit dans Élie Halévy, *L'ère des tyrannies*, Paris, Les Belles Lettres, 2016 [Gallimard, 1938], p. 513-523.

³⁵ Ludovic Tournès, « L'Institut scientifique de recherches économiques et sociales et les débuts de l'expertise économique en France (1933-1940) », *Genèses*, 2006-4, n° 65, p. 49-70.

³⁶ Pierre Rosanvallon, « Histoire des idées keynésiennes en France », *Revue française d'économie*, 2-4, 1987, p. 22-56, citation p. 30.

³⁷ Livret de l'étudiant de l'ELSP : Titulaire d'un cours sur la « Géographie des grandes puissances et, avec Georges Blondel, d'un cours sur la « Politique commerciale des principales puissances » en 1929-1930 et en 1934-1935.

Maurice Caudel³⁸, bibliothécaire de l'ELSP, chargé d'accueillir et d'orienter les étudiants étrangers et rédacteur en chef de ses *Annales*. Outre ces « américanistes » avant l'heure, de nombreux professeurs de géographie économique et d'économie évoquent à l'occasion de leurs cours la puissance américaine, à l'instar de Georges Blondel³⁹ et de Paul de Rousiers⁴⁰ qui sera remplacé à partir de 1932 par Henry Davezac, membre éminent d'X-Crise, au même titre qu'un des titulaires des cours d'économie privée de l'École, Auguste Detœuf⁴¹. Plus généralement, de nombreux cours font écho aux grands débats politiques, économiques et sociaux suscités par la crise⁴². Si les grands cours d'économie théorique sont fidèles au credo libéral professé par Clément Colson, Jacques Rueff et Charles Rist, certains cours consacrés à l'étude des politiques économiques (« Finances publiques » ; « Monnaie, crédit, change » ; « Les expériences monétaires contemporaines » ; « Les relations industrielles » ; « Vie économique et rôle de l'administration ») et sociales (« Intervention administrative en matière sociale » ; « Pouvoirs publics et services publics dans les pays étrangers » ; « Services publics et institutions corporatives »), ainsi que les conférences d'application et de préparation aux concours d'entrée dans les grands corps et les ministères, sont confiés à de jeunes hauts fonctionnaires du ministère de l'Économie, souvent polytechniciens et inspecteurs des finances, à l'instar de Wilfrid Baumgartner, de Jacques Belin, de Pierre Allix, ou membres du Conseil d'État, tel Jean Romieu et Pierre Laroque, également proches des milieux technocratiques et non-conformistes⁴³. Cet écosystème, temple du conservatisme libéral, entre en mutation paradigmatique dès les années 1930 comme l'a montré Philip Nord : l'École va paradoxalement devenir – pour des raisons structurelles tenant à son ouverture internationale, à la multipositionnalité de ses enseignants et à la souplesse de sa maquette pédagogique, et pour des raisons conjoncturelles liées à sa stratégie de survie contre des attaques institutionnelles et scientifiques aussi récurrentes que virulentes – l'un des hauts lieux de la « modernisation conservatrice » et de l'acclimatation et de la diffusion en France des théories de la technocratie, en même temps qu'une plateforme de rencontre des « non-conformistes » et des « néo-libéraux » de tous bords, qui partagent une critique du libéralisme classique et le constat d'une nécessaire modernisation de l'État, de la société et de l'économie françaises.

³⁸ Livret de l'étudiant de l'ELSP : Titulaire des cours sur « Les États-Unis contemporains et les nouvelles sociétés anglo-saxonnes » et sur l'« Histoire constitutionnelle de la France, de l'Angleterre et des États-Unis » en 1929-1930 et en 1934-1935.

³⁹ Livret de l'étudiant de l'ELSP : Titulaire avec André Siegfried d'un cours sur la « Politique commerciale des principales puissances » en 1929-1930.

⁴⁰ Livret de l'étudiant de l'ELSP : Titulaire d'un cours sur les « Grandes industries modernes » en 1929-1930, qui sera repris en 1932 par Henry Davezac.

⁴¹ Adolphe Detœuf, polytechnicien, ingénieur des Ponts et Chaussées, membre des mouvements du *Redressement français* et d'X-Crise et fondateur des *Nouveaux Cahiers*, a prononcé une conférence publiée sur les États-Unis, *Observations sur l'Amérique*, Chambre de Commerce de Strasbourg, impr. Lafolye frères et Cie, 1926. Voir François Perthuis, *Auguste Detœuf (1883-1947) ou l'ingénieur bâtisseur de l'impossible paix*, mémoire DEA d'histoire du XX^e siècle de l'IEP, sous la direction de Serge Berstein, 1990. François Denord, *Néo-libéralisme version française. Histoire d'une idéologie politique*, Paris, Démopolis, 2007. Odile Henry, *Les guérisseurs de l'économie. Ingénieurs-conseils en quête de pouvoir, Sociogenèse du métier de consultant 1900-1944*, Paris, CNRS Éditions, 2012.

⁴² Même la société des *Anciens* propose une série de conférences consacrées à « L'économie dirigée », André Siegfried ed., Paris, Alcan, 1934.

⁴³ Richard F. Kuisel, *Le capitalisme et l'État*, op. cit., notamment chap. 3, p. 117-170 et chap. 4, p. 171-225 ; et Ph. Nord, *Le New Deal français*, op. cit., notamment p. 80-100.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'intérêt pour l'effervescence intellectuelle des années 1930 et pour les travaux des théoriciens américains et français de la technocratie de l'entre-deux-guerres est relancé, après-guerre, dans un Sciences Po refondé, devenu chantre du keynésianisme mais toujours en quête de légitimité, par Jean Meynaud, secrétaire général de la Fondation nationale des sciences politiques et de l'Association française et internationale de science politique (1947-1954), économiste et politiste spécialiste des lobbies et de la technocratie⁴⁴, par Jean Touchard, son successeur à la tête de ces mêmes institutions⁴⁵, ou encore par Raymond Aron, élève (sans avoir été son étudiant) et ami d'Élie Halévy, qui dirigera les premières thèses sur le sujet⁴⁶ et fera traduire et publier chez Gallimard les textes de Thornstein Veblen en 1970⁴⁷.

Dans le contexte de renouvellement théorique et méthodologique qui prévaut à l'ELSP, le cours d'Élie Halévy sur le « Socialisme en Europe » participe d'un ensemble polyphonique dont il est l'une des pièces décalée mais maîtresse. Ouvert aux étudiants des quatre sections de l'École et fréquenté par des jeunes gens promis à un bel avenir – Michel Debré, Jean-Marcel Jeanneney, Pierre Laroque, Paul Vaucher, Étienne Mantoux et, indirectement, Raymond Aron –, le cours d'Élie Halévy en est l'incarnation emblématique par son objet traitant du socialisme entendu au sens large comme l'ensemble des doctrines critiques du libéralisme classique et des théories de la modernisation de l'État, de l'économie et de la société, par son approche à la fois philosophico-doctrinaire et empirico-historico-politique, par son horizon français et européen augmenté d'échappées américaines, enfin par son amplitude temporelle du XIX^e siècle au temps présent.

Discours de la méthode : comment étudier le *New Deal* ?

Autant que les sources qu'il mobilise et que les interprétations qu'il livre à ses étudiants, la méthode qu'Élie Halévy applique à l'étude du *New Deal* (et du socialisme en général) s'avère particulièrement intéressante, parce qu'elle illustre l'originalité de l'approche halévyenne fondée sur l'étude du temps présent, l'histoire comparée et mondiale et le dialogue transdisciplinaire, mais surtout parce qu'elle produit des effets heuristiques non négligeables sur l'interprétation du *New Deal*.

Temps présent et longue durée

En exposant l'expérience Roosevelt à ses étudiants dès 1934, soit un an seulement après son arrivée au pouvoir, Élie Halévy s'inscrit dans la tradition scientifique de l'École libre des sciences politiques⁴⁸, qui propose un programme d'enseignement

⁴⁴ Jean Meynaud, *La technocratie*, Paris, Payot, 1964.

⁴⁵ Jean Touchard, « L'esprit des années 1930 », dans *Tendances politiques de la vie française depuis 1789*, Paris, Hachette, 1960, p. 195-229. La FNSP collecte et conserve les archives de Jean Coutrot, cheville ouvrière d'X-Crise.

⁴⁶ G. Desauvay, *X-Crise, contribution à l'étude de polytechniciens durant la grande crise (1931-1939)*, doctorat de Troisième Cycle de l'IEP de Paris-Sorbonne, sous la direction de R. Aron, 1965.

⁴⁷ Son livre, *The Engineer and the Price System* (1921), sera traduit et publié en 1970 chez Gallimard avec une préface de Raymond Aron.

⁴⁸ Charles Ridet, *L'enseignement de l'histoire et les historiens de l'ELSP, 1871-1914*, mémoire de DEA de l'EHESS, sous la direction de Pierre Nora. 1996. Voir en particulier sur Élie Halévy p. 56-59.

résolument « contemporain pour les sujets⁴⁹ ». Ce choix n'est pas sans risques en matière d'accès aux sources, de méthodologie, de recul nécessaire à l'analyse scientifique. Pour « maîtriser » l'histoire du temps présent, Élie Halévy déploie un certain nombre de garde-fous, comme le recours aux sources primaires précédemment évoqué et surtout l'application d'une méthode historique.

Il mobilise la longue durée en contrepoint du temps présent. Ainsi son analyse de l'expérience Roosevelt s'inscrit-elle dans une chronologie plus large que le passé immédiat, attentive aux continuités et aux permanences [voir plan 1 et 2]. Le professeur invite ses étudiants à adopter une démarche généalogique qui fait remonter les sources du *New Deal* à la fin du XIX^e siècle et au renouveau du progressisme américain nourri de philosophie pragmatique, qui intègre les présidences Roosevelt (Th.) et Wilson, qui s'attarde sur l'étape cruciale de la Grande Guerre, matrice du *Warfare State*, des expériences d'économie dirigée et d'intervention de l'État [feuillet 2-3], et qui intègre dans la même lignée la présidence libérale d'Herbert Hoover, sur laquelle Élie Halévy jette un regard contre-intuitif en en faisant une étape annonciatrice du *New Deal* [feuillet 4-5]. Dans ce récit, le programme de la *Tennessee Valley Authority* n'est que l'ultime étape du processus de construction en 1917 du *Wilson Dam* alimentant en énergie des usines chimiques de guerre [feuillet 8], et que le dénouement de l'âpre bataille politique et économique autour du contrôle de la production électrique et, plus généralement, du rôle de l'État dans le développement économique et social ; la *National Recovery Administration* n'est que l'ultime avatar du *War Industries Board* instauré en 1917. De même, les grands travaux rooseveltiens s'inscrivent dans la continuité de l'*Emergency Relief and Construction Act* de Hoover, tout comme sa politique bancaire qui ranime les *Reconstruction Finance Corporation* et *Home Loan Bank* instaurées par Hoover, elles-mêmes inspirées des précédents de la Grande Guerre. Le choix narratif de la mise en généalogie et de la longue durée⁵⁰ permet ainsi à Halévy d'éviter les pièges du présentisme et de nuancer la « nouveauté » et la « rupture » que constituerait l'expérience Roosevelt.

Renouer les fils du présent et du passé n'interdit pas d'envisager l'avenir. Sans verser dans la science-fiction ou la prédiction, le rapport au temps d'Élie Halévy englobe le futur sur un mode interrogatif [feuillet 18 à 27 et bis]. Prononcée en 1934 puis en 1936, la leçon sur l'expérience Roosevelt se déploie alors que le « premier *New Deal* (1933-35) » n'est pas encore achevé, que les *New Dealers* se divisent sur le sens et les modalités de leur action, et que certaines mesures peuvent apparaître ambivalentes, voire contradictoires. Si les deux premières années du mandat – notamment les cent premiers jours – répondaient à une situation d'urgence et de crise extrême, l'incertitude domine quant à la poursuite, voire à l'amplification des politiques menées, quant à leur efficacité, quant à la montée en puissance des résistances (de la part de la Cour Suprême ou du socialisme populiste) et au maintien de la mobilisation sociale. En 1934, tous les observateurs⁵¹ mettent l'accent sur

⁴⁹ Émile Boutmy, Émile Vinet, *Projet d'une Faculté libre...*, *op. cit.*, p. 7.

⁵⁰ Kiran Patel témoigne de l'intérêt de proposer une histoire « longue » du *New Deal*, dans *The New Deal*, *op. cit.*, chap. 2, p. 48 et suiv., ainsi que p. 70 et suiv.

⁵¹ Si l'Amérique de la prospérité (années 1920) avait donné lieu à une avalanche d'écrits français, la crise économique de 1929 est passée quasiment inaperçue. L'administration Roosevelt fait l'objet d'un nombre limité d'ouvrages (17, tout de même, sur la période 1933-1939), dont une minorité est publiée dès 1934 : en plus des ouvrages de Tessan (1932), de Maurois et de Fay (1933), de Marjolin et de Boris

l'incertitude, à l'instar de Georges Boris qui intitule son dernier chapitre « Pronostics ». L'interrogation obsédante d'Élie Halévy sur « le provisoire et le définitif » est à la fois envisagée comme une question politicienne – la reconduction de Roosevelt lors de l'élection de novembre 1936 qu'Halévy juge très probable en raison de la forte popularité du Président –, une question politique – la réussite des politiques déployées par le *New Deal* qu'Élie Halévy relativise et, plus encore, leur cohérence générale qu'il recherche – et comme une question culturelle – l'amplification de la « révolution » par son inscription dans la longue durée suscitant un processus « cumulatif » d'acculturation politique et culturelle à de nouveaux rapports entre individu, société, économie, marché et État⁵². Faute de dons divinatoires, Élie Halévy pose les alternatives, donne quelques pistes (voir ci-dessous) et suspend son jugement – sans percevoir le « tournant de 1935 ».

Histoire mondiale et comparée

« Européen, ou même universel par le cadre⁵³ », tel est également le credo que le fondateur de l'École libre des sciences politiques impose à ses professeurs en matière d'enseignement. Aussi le « Socialisme en Europe » étudié par Élie Halévy à la demande d'Émile Boutmy est-il d'emblée envisagé comme un phénomène transnational (d'ailleurs incarné par les « Internationales socialistes » qui retiennent particulièrement l'attention du professeur) et comme un fait global qui articule des espaces nationaux, voire locaux, et la scène internationale. Élie Halévy adopte dès lors dans son *Histoire du socialisme européen* une approche d'histoire comparée qui décrit les « contextes » nationaux et les « traditions » nationales, en même temps qu'une approche d'histoire connectée qui suit les circulations des hommes, des idées et des pratiques et étudie les échanges et les phénomènes de réception. Les échelles importent dans cette histoire des idées et des expériences socialistes, et, de leur jeu, découle un pan important de la démonstration halévyenne : la pluralité des socialismes, dissimulée sous l'unité du vocable.

C'est à titre expérimental que les États-Unis figurent au plan de cours du « Socialisme en Europe au XIX^e siècle ». De la même manière qu'Élie Halévy étudie les cas-limite du fascisme italien et du nazisme allemand au prisme du socialisme, de même l'historien philosophe entend tester la pertinence de la grille d'analyse « socialiste » sur le cas américain. Certes, les États-Unis ne constituent pas un horizon familier pour Halévy : né en 1870 en pleine crise allemande de la pensée française, philosophe de formation, Élie Halévy détonne déjà au sein de sa génération par son tropisme anglais. Si l'irruption sur la scène mondiale de la puissance américaine à l'occasion de la Grande Guerre n'échappe certes pas à sa vigilance, elle n'entraîne pas de réorientation de ses sujets d'étude ni de sa sociabilité intellectuelle. Les États-Unis sont généralement inclus par Élie Halévy dans la nébuleuse britannique au sein d'un *anglo-world* qu'il connaît bien. Aussi est-ce par le biais des échanges bilatéraux

(1934) déjà cités, on peut mentionner les travaux de l'essayiste globe-trotter Pierre Lyautey (*Révolution américaine*, Paris, Hachette, 1934) et de l'écrivain Robert de Saint-Jean (*La vraie révolution de Roosevelt*, Paris, Grasset, 1934). Cf. Bernadette Galloux-Fournier, *op. cit.*

⁵² Des contemporains, à l'instar de Robert de Saint-Jean, y ont vu une « révolution psychologique et morale », cf. Bernadette Galloux-Fournier, *op. cit.* Voir également l'interprétation de Kiran Patel sur le rôle du temps et de la durée, *The New Deal*, *op. cit.*, introduction p. 3-4.

⁵³ Émile Boutmy, Émile Vinet, *Projet d'une Faculté libre...*, *op. cit.*, p. 12.

(religieux, politiques et syndicaux) entre la Grande-Bretagne et son ancienne colonie qu'il mobilise traditionnellement l'horizon américain.

La leçon américaine représente donc une exception qui ne se conçoit qu'en lien avec l'étude des doctrines et des expériences socialistes européennes. Les États-Unis présentent en effet un profil pertinent pour y figurer en bonne place : la concentration industrielle, sous la forme des *trusts*, y prend des formes « extrêmes » et constitue un test grandeur nature des théories socialistes sur la concentration capitaliste⁵⁴ ; la Grande Guerre a fait « dévier » le libéralisme politique et économique américain, au même titre que ces homologues européens. C'est à ce dernier titre surtout que l'expérience Roosevelt est rapprochée des socialismes : si la révolution doctrinaire marxiste n'a pas traversé l'Atlantique, la guerre, elle, a bien été mondiale, tout comme la crise qui s'en est suivie. Tout l'intérêt du détour américain réside ainsi pour Élie Halévy dans l'analyse des métamorphoses du gène libéral, produit du XIX^e siècle, et dans la comparaison entre les cas européens et une configuration nationale extra-européenne et non affectée par le marxisme.

Pourtant, Élie Halévy aborde peu – pour autant que les fragments de cours nous permettent d'en juger – les phénomènes de circulation dans sa leçon sur l'expérience Roosevelt⁵⁵. S'il fait jouer les micro-échelles en évoquant le rapport ville-campagne [feuillet 9] et l'articulation entre États fédérés et fédéral aux États-Unis [feuilles 27 et 28], il est moins prompt à passer à l'échelon global. L'approche comparée, plus que circulatoire, domine la cinquième et dernière partie de son *Histoire du socialisme européen* – contrairement aux trois premières notamment. S'il aborde bien la problématique de la tyrannie (jugement sur la nature du régime rooseveltien) et du socialisme (jugement sur le caractère révolutionnaire du *New Deal*) par une mise en comparaison implicite avec les régimes autoritaires européens et avec les doctrines socialistes étudiés lors des leçons précédentes, c'est pour mieux réfuter les parallèles hâtivement établis et souvent peu fondés que proposent nombre de contemporains : dans le cas américain, la comparaison n'est pas raison.

Qu'en est-il alors des circulations d'hommes, d'idées et de pratiques « socialistes » (de réformes économiques et sociales) entre Amérique et Europe ? Élie Halévy, si empressé d'habitude à retracer les trajectoires personnelles et intellectuelles des passeurs, à traquer les emprunts et les influences, à reconstituer des généalogies, peine à identifier les sources intellectuelles de l'expérience Roosevelt – il ne retient que les idées keynésiennes, dont il ébauche une étude de réception [feuillet 15] – tandis qu'il néglige les transferts concrets d'expériences, de dispositifs, de savoir-faire. Son tropisme d'historien des idées spécialiste d'histoire intellectuelle lui a sans doute joué des tours, confronté à un phénomène politique de nature plus empirique et pratique que théorique.

Il n'aborde pas non plus dans sa leçon l'impact « mondial » de l'expérience Roosevelt, qu'il s'agisse de son rayonnement symbolique ou de ses effets concrets sur le système économique (et monétaire) et sur les relations internationales dans les années 1930. La diplomatie rooseveltienne a certes pu être qualifiée d'insulaire, à défaut

⁵⁴ Voir dans Élie Halévy, *Histoire du socialisme européen*, Paris, Les Belles Lettres, 2016, les chapitre 4 de la 2^e partie sur la « lutte des classes et l'évolution du capitalisme », p. 139 et suiv., et chapitre 2 de la 4^e partie sur « le socialisme et l'évolution économique », p. 225 et suiv.

⁵⁵ En ce sens, Élie Halévy est loin de proposer une « histoire globale » du *New Deal*, comme il l'a tenté (et réalisé) pour le socialisme au tournant du siècle.

d'isolationniste, et le *New Deal* de programme foncièrement « national » et « domestique » dans ses objectifs, myope dans l'appréciation de son rôle mondial⁵⁶. Mais il reste étrange qu'Élie Halévy ne s'intéresse pas à ces aspects décisifs pour les Européens, ni même aux réajustements de la politique extérieure américaine à partir de 1935 sous l'effet de la montée des tensions – alors qu'il consacre un article à ce même sujet à propos de l'Angleterre⁵⁷. Sans doute faut-il y voir un effet du format (court) et du prisme (socialiste) de sa leçon.

Pluridisciplinaire

La leçon américaine est également révélatrice de la mobilisation d'un large éventail de disciplines pour traiter de l'actualité de l'expérience Roosevelt. Élie Halévy se révèle là encore fidèle à l'ambition pluridisciplinaire de l'ELSP qui entend proposer un enseignement « riche et complet par la composition... on y a fait entrer... toutes les sciences politiques avec leurs dépendances et leurs annexes⁵⁸ ». D'autant que son parcours professionnel et intellectuel, de la philosophie à l'histoire et à la science politique, est propice à une approche plurielle du *New Deal*.

Si la philosophie, discipline de formation d'Élie Halévy, n'est pas explicitement mobilisée dans cette leçon, elle l'est indirectement, tant il entend « penser l'histoire avec la philosophie » et recourir à cette dernière pour mieux « problématiser la connaissance des faits historiques, les observer comparativement, les questionner du point de vue des questions fondamentales⁵⁹ ». Ainsi l'inclusion de l'expérience Roosevelt dans le cours sur « Le socialisme en Europe » qui traite des expériences italiennes, allemandes, soviétiques, françaises et anglaises témoigne d'un effort classificatoire et typologique qui relève à la fois de la philosophie et de l'histoire comparée. Ainsi l'application de catégories philosophiques à la démonstration historique permet d'en complexifier l'interprétation : Élie Halévy emprunte à la philosophie grecque le concept de « tyrannie » pour caractériser les régimes issus de la guerre et des critiques socialistes du capitalisme – à savoir, dans leurs formes les plus pathogènes : la Russie bolchévique, l'Italie fasciste, l'Allemagne nazie. L'expérience rooseveltienne relève-t-elle de la « tyrannie » au même titre que les autres régimes ? La question est posée, à l'occasion du cours, en ces termes philosophiques [feuillet 16].

Élie Halévy utilise également les outils de l'histoire, de la science politique et, marginalement, de l'analyse économique (qu'il maîtrise peu, contrairement à l'histoire des doctrines économiques) pour analyser le *New Deal*. De l'histoire, il retient, nous l'avons vu, la mise en récit et en longue durée de l'expérience Roosevelt. De la science politique, il retient l'étude assez classique du rôle des personnalités et de leur *leadership* (biographie, psychologie, charisme – feuillets 6 et 16-17) et l'analyse plus novatrice des mécanismes concrets d'exercice du pouvoir et de mise en œuvre des politiques publiques – notamment les *processes*, la *public administration*,

⁵⁶ Kiran Patel, *The New Deal. op. cit.*, chapitre 3, p. 121 et suiv.

⁵⁷ Il traite de l'abandon du libéralisme économique et du retour au protectionnisme de la Grande-Bretagne et de ses effets sur cette dernière et sur les relations internationales dans « L'Angleterre : grandeur, décadence et persistance du libéralisme en Angleterre », p. 5-23, dans Célestin Bouglé (dir.), *Inventaires I, op. cit.*, 1936, reproduit dans Élie Halévy, *L'ère des tyrannies, op. cit.*, 2016, p. 513-523.

⁵⁸ Émile Boutmy, Émile Vinet, *Projet d'une Faculté libre..., op. cit.*, p. 12.

⁵⁹ Élie Halévy, *L'ère des tyrannies, op. cit.*, 2016 [Gallimard, 1938]. Voir l'introduction de Vincent Duclert, p. 23-41, la citation se trouve p. 32.

comme en témoigne son intérêt pour les agences gouvernementales instituées par le *New Deal* [feuillet 27] et son attention pour le cadre juridique de la TVA [feuillet 8]. À l'économie enfin, il emprunte la description des politiques économiques mises en œuvre et la mesure de leur efficacité (évaluation). Un détour par l'histoire culturelle et intellectuelle qu'il affectionne lui permet d'envisager les phénomènes politiques à l'ère des masses : il étudie le rôle des intellectuels (universitaires et écrivains) et des paradigmes (du libéralisme au technocratisme) [feuilles 1 et 6], mais également, et plus banalement pour l'époque, l'avènement de la culture de masse et des industries médiatiques (la radio), de « l'opinion publique » et des « forces profondes », soumises à la propagande et à « l'organisation de l'enthousiasme » – dont la campagne *Blue Eagle* de 1933 est emblématique [feuilles 16-17].

Si les fragments de la leçon américaine informent quelque peu sur les sources et la méthode employées par Élie Halévy pour étudier l'histoire en train de se faire, à quelles conclusions politiques et idéologiques aboutit sa démonstration ?

Interpréter le *New Deal*

Les lectures et la méthode d'Élie Halévy ne sont pas sans effet sur les hypothèses et les interprétations qu'il applique au *New Deal*. Son analyse de « l'expérience Roosevelt » est tributaire du contexte intellectuel et politique américain, anglais et français de réception du *New Deal* – d'où d'inévitables biais – et de sa périlleuse méthode d'analyse du temps présent.

La leçon américaine reprend un intitulé (« l'expérience Roosevelt ») banal à l'époque – le *New Deal* est alors présenté soit comme une « expérience », soit comme une « révolution » – et se structure autour de problématiques classiques : le rooseveltisme relève-t-il d'un exercice dictatorial du pouvoir ? Le *New Deal* est-il un socialisme ? Le *New Deal* s'apparente-t-il à une « révolution » modifiant la nature du système économique ou à une adaptation du capitalisme à la crise ? Si ces interrogations sont largement partagées par les contemporains⁶⁰, les réponses apportées par Élie Halévy sont remarquables par la manière dont il instruit les questions et par la nuance dont il fait preuve dans l'établissement de ses conclusions.

Le rooseveltisme est-il une tyrannie ?

L'expérience Roosevelt mérite-t-elle de figurer, au même titre que l'Union soviétique communiste, l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie, au panthéon des « tyrannies », selon le terme utilisé par Élie Halévy ? Si le recours à la philosophie par l'historien philosophe pour caractériser et comparer ces expériences est originale⁶¹, la comparaison entre les régimes « totalitaires » de l'entre-deux-guerres et le rooseveltisme est pratique courante en France, en Europe et aux États-Unis même⁶². Ainsi, d'André Siegfried à Robert Aron, d'André Maurois à Georges Duhamel, la présidence Roosevelt est respectivement assimilée à une dictature⁶³, comparée à

⁶⁰ Sur la réception du *New Deal* en France, voir Donald R. Allen, *French Views of America*, *op. cit.*, notamment p. 245-321.

⁶¹ Élie Halévy, *L'ère des tyrannies*, *op. cit.*, 2016 [Gallimard, 1938].

⁶² Wolfgang Schivelbusch, *The Three New Deals. Reflections on Roosevelt's American, Mussolini's Italy and Hitler's Germany 1933-39*, New York, Henry Holt, 2006. Philippe Roger, *L'ennemi américain. Généalogie de l'antiaméricanisme français*, Paris, Seuil, 2002, p. 508 et suivantes. Kiran Patel, *The New Deal*, *op. cit.*, chap. 2, p. 49 et suiv., puis p. 66 et suiv.

⁶³ Robert Aron, *Dictature de la liberté*, Paris, Grasset, 1935.

l'Italie mussolinienne ou à la Russie soviétique. Le présidentielisme américain reste une curiosité au pays du parlementarisme ; la vie politique y est généralement présentée comme une confiscation ou un dévoiement de la démocratie⁶⁴ : corrompue, répressive et liberticide, manipulée par les machines partisanes autant que par les machines à voter, prise en otage par les médias et les professionnels de l'opinion et des études de marché. La désignation de « dictature » se retrouve sous la plume d'André Philip⁶⁵, que l'on ne peut soupçonner ni d'antiaméricanisme ni de sensationnalisme journalistique. Au Collège de France et à l'ELSP, André Siegfried se déchaîne contre l'altération que la présidence Roosevelt fait subir à « la plus grande démocratie du monde [et] au pays le plus authentiquement démocratique⁶⁶ » : Roosevelt est ainsi qualifié par le grand maître des études américaines de l'École libre de « dictateur mais légalement mandaté⁶⁷ », son exercice du pouvoir de « fascisme⁶⁸ », tandis que le recours aux experts est « antidémocratique ; la délégation est démocratique ; la compétence est réactionnaire ; l'expert sert le pouvoir du président et dessert les Assemblées⁶⁹ ».

Si Élie Halévy pose à son tour la question de la dictature, ou plutôt de la « tyrannie », c'est pour mieux en réfuter l'hypothèse. La tyrannie est caractérisée selon lui :

« A) au point de vue économique [par l']étatisation extrêmement étendue de tous les moyens de production, de distribution et d'échanges ; et, d'autre part, appel des gouvernement aux chefs des organisations ouvrières pour les aider dans ce travail d'étatisation – donc syndicalisme, corporatisme, en même temps qu'étatisme.

B) au point de vue intellectuel, étatisation de la pensée, cette étatisation prenant elle-même deux formes : l'une négative, par la suppression de toutes les expressions d'une opinion jugée défavorable à l'intérêt national ; l'autre positive, par ce que nous appellerons l'organisation de l'enthousiasme⁷⁰ ».

En matière économique, Halévy constate bien une « corporatisation » des relations industrielles, par l'encouragement à la cogestion (gouvernement-industrie-syndicat), par l'adoption de « codes de concurrence loyale » entre industriels d'une même branche afin de réguler la production et les prix et de réglementer les relations de travail (durée, salaire, interdiction du travail des enfants, reconnaissance des droits syndicaux) [feuillet 11-12] ; il analyse les formes d'« étatisation » de l'économie : « monnaie dirigée » [feuillet 13-14-15], « contrôle des banques » [feuillet 10], intervention de l'État « jardinier » (Zygmunt Bauman) sur la production et les marchés agricoles (ajustement de la production et des prix ; rachat des hypothèques et des dettes) [feuillet 9], État producteur (TVA et électricité – feuillet 8) et employeur (Civil Work Administration et travaux publics – feuillet 21).

En matière politique, Élie Halévy admet que des « pouvoirs dictatoriaux » ont été « accordés au Président » et que le « système présente à la fois le caractère

⁶⁴ Philippe Roger, *L'ennemi américain*, *op. cit.*, p. 499 et suiv. Ch. Faure et T. Bishop (dir.), *L'Amérique des Français*, Paris, Éd. F. Bourin, 1992.

⁶⁵ André Philip, *Le problème ouvrier aux États-Unis*, *op.cit.*

⁶⁶ Archives d'histoire contemporaine (AHC) du Centre d'histoire de Sciences Po (CHSP), Fonds André Siegfried, 5SI2, André Siegfried, « Le régime américain, la plus grande démocratie du monde », conférence du 9/12/1945.

⁶⁷ AHC du CHSP, Fonds André Siegfried, 6SI1, André Siegfried, cours IEP 1952.

⁶⁸ AHC du CHSP, Fonds André Siegfried, 4SI8, André Siegfried, cours Collège de France 1937.

⁶⁹ André Siegfried, « Le régime américain... », *op. cit.*

⁷⁰ Élie Halévy, *L'ère des tyrannies*, *op. cit.*, 2016 [1938], p. 280.

tyrannique et enthousiaste des fascismes ». L'enthousiasme, spécificité des tyrannies contemporaines, s'incarne ici dans un populisme clientéliste (des « subsides » pour les « mécontents »), dans la mobilisation des intellectuels (le *brain trust* et l'enrôlement des artistes et écrivains), et surtout dans l'instrumentalisation de l'opinion publique par le recours aux médias et à des exercices de communication et de propagande qui tournent à « l'hypnotisme » (Halévy mentionne les *Fireside Chats* et la *Blue Eagle Campaign* – feuillet 16)

Mais l'analyse factuelle, historique et politiste ne lui permet pas de valider la thèse philosophique de la tyrannie.

La mise en perspective historique et en longue durée de l'expérience Roosevelt la rapproche de la « dictature économique » d'un Woodrow Wilson et du *Warfare State* – relativisant l'exceptionnalité du rooseveltisme et le caractère irréversible du « saut dictatorial ». L'inscription dans la durée de l'expérience Roosevelt est d'ailleurs l'un des potentiels marqueurs du caractère tyrannique de la présidence : Élie Halévy insiste à de nombreuses reprises sur la limitation dans le temps de l'exercice des pleins pouvoirs : les programmes étatiques (*National Industrial Recovery Act* [NIRA] ; *Agricultural Adjustment Act* [AAA]) doivent être reconduits par le Congrès ; le Président doit être réélu [feuilles 26, 27 et bis].

L'étude du fonctionnement concret de l'appareil d'État (*Public Administration*, analyse des *processes*) lui permet également de nuancer la thèse de la toute-puissance présidentielle : il rappelle le rôle de la presse, garanti par une Charte⁷¹ [feuillet 16] ; il évoque également l'efficacité redoutable des mécanismes de *checks and balances* et de séparation des pouvoirs : la résistance de la Cour Suprême et du Congrès ainsi que l'autonomie des États fédérés constituent de solides garde-fous [feuillet 27].

Quant à une dictature d'« ordre économique », l'affirmation ne résiste pas non plus à l'analyse selon lui⁷². La comparaison qu'il emprunte à Max Hermant⁷³ des rapports structurels entre capitalisme et État en Allemagne et aux États-Unis est éclairante et infirme tout parallélisme simplificateur [feuillet 4]. L'observation des politiques publiques économiques (notamment de la NIRA) est également parlante : « pas de dictature de l'État ou d'un parti », mais une cogestion avec les partenaires sociaux (principalement patronaux), une injonction à la négociation entre patronat et syndicats, des codes négociés plutôt que des lois imposées, du *blaming and shaming* (la campagne du label *Blue Eagle* à destination des consommateurs les incitant à acheter des produits fabriqués par des entreprises respectant les directives du *National Recovery Administration* [NRA] et à boycotter celles ne le faisant pas)

⁷¹ Richard W. Steele, *Propaganda in an Open Society. The Roosevelt Administration and the Media 1933-1940*, Westport, Connecticut, 1985. La presse ne s'est pas privée d'exercer son esprit critique, à l'inverse de la radio.

⁷² Alors même que la « cartellisation par l'État » promue par la NIRA est l'une des mesures la plus fréquemment rapprochée des expériences fascistes, nazie et soviétique, voir Kiran Patel, *The New Deal*, *op. cit.*, chap. 2, p. 65 et suivantes.

⁷³ Max Hermant, *Les paradoxes économiques de l'Allemagne moderne 1918-1931*, Paris, Colin, 1931. Cette thèse d'une coopération étroite entre État et monde des affaires, y compris dans l'administration du NIRA, a d'ailleurs été confirmée : voir Kiran Patel, *The New Deal*, *op. cit.*, chap. 2, p. 71-72. Sur Max Hermant, voir la notice de F. Denord, dans Jean-Claude Dumas, Alain Chatriot, Danièle Fraboulet, Patrick Fridenson, Hervé Joly (dir.), *Dictionnaire historique des patrons français*, Paris, Flammarion, 2010, p. 354-356.

plutôt que de la contrainte, en un mot : « persuasion plutôt qu'imposition ». [feuillet 16-17]

Le *New Deal* est-il un socialisme ?

Là encore, le rapprochement à première vue improbable entre l'Amérique capitaliste et individualiste et le socialisme collectiviste n'est pas rare dans la littérature française du tournant du siècle et de l'entre-deux-guerres sur les États-Unis⁷⁴ : nombre d'économistes, de Pierre Leroy-Beaulieu⁷⁵ à Paul de Rousiers⁷⁶ et à Auguste Detoef à l'École libre des sciences politiques, établissent des raccourcis du trust au monopole, du monopole au collectivisme. Les États-Unis sont également perçus comme le laboratoire des contradictions insurmontables conduisant à la crise finale du capitalisme, à défaut d'être un terrain privilégié de la lutte des classes et un terreau favorable au marxisme ; bien plus, le « système de production » (machinisme et mécanisation, production en série et spécialisation déqualifiante dénoncés par Georges Friedmann⁷⁷) et le « mode de consommation » (standardisation et conformisme) tendent au collectivisme anti-humaniste et anti-individualiste.

Élie Halévy annexe le *New Deal* à son cours sur « Le socialisme en Europe » et teste l'hypothèse : « un socialisme nouveau a fait son apparition en Amérique, sans lien direct avec le marxisme contemporain, bien que, ayant fait son apparition sous l'influence des mêmes causes, il présente un certain nombre de caractères en commun avec lui. » [feuillet 27 bis] Alors que les États-Unis ne font pas l'objet, au même titre que l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, d'une leçon autonome dans les séances qu'Élie Halévy consacre au socialisme au XIX^e siècle, alors qu'ils n'intègrent le cours que tardivement, à la faveur de l'après-guerre, le cas américain est mentionné dès les premières leçons théoriques consacrées à l'exposition de la doctrine marxiste d'accumulation du capital et de concentration industrielle et agraire. Mais si les États-Unis sont intégrés dans le plan de cours halévyen sur l'après-guerre, c'est qu'ils ont été touchés par « les mêmes causes » d'apparition et de mutation du socialisme européen, à savoir « ce régime de guerre » dont « beaucoup plus que de la doctrine marxiste [...] dérivent tous les socialismes d'après-guerre⁷⁸ ». Pourtant, il ne manque pas de souligner les nombreuses différences qui préservent les États-Unis du socialisme et préviennent toute assimilation du rooseveltisme au socialisme.

Il insiste d'abord [feuillet 1] sur le « paradoxe » structurel d'un pays où l'extrême concentration du capitalisme ne s'est pas accompagnée d'une « contre-concentration ouvrière », où l'on assiste à une « concentration capitaliste sans lutte de classes ». Thèse classique, mais néanmoins diversement développée par les sociologues et les politistes qui se penchent sur cette énigme⁷⁹. La faute selon Halévy [feuillet 1] à la

⁷⁴ Philippe Roger, *L'ennemi américain*, op. cit., voir en particulier les chapitres : « L'empire des trusts : socialisme ou féodalité ? », p. 290 et suiv. et « Défense de l'homme », p. 481 et suiv.

⁷⁵ Pierre Leroy-Beaulieu, *Les États-Unis au XX^e siècle*, Paris, Colin, 1904.

⁷⁶ Paul de Rousiers, *Les industries monopolisées (trusts) aux États-Unis*, Paris, Colin, 1898.

⁷⁷ Georges Friedmann, *Problèmes du machinisme en URSS et dans les pays capitalistes*, Paris, Éditions sociales internationales, 1934 ; *La crise du progrès. Esquisse d'histoire des idées 1895-35*, Paris, Gallimard, 1936.

⁷⁸ Élie Halévy, *L'ère des tyrannies*, op. cit., 2016 [1938], p. 280.

⁷⁹ L'absence de « conscience de classe » aux États-Unis est un *topos* de la littérature sociologique, cf. Werner Sombart, *Why There is no Socialism in the United-States of America*, 1906. Mais

formation très spécifique de la classe ouvrière américaine, par vagues d'immigration, produisant une « masse ouvrière très hétérogène » et peu organisée, voire clivée ; la faute également au syndicalisme américain, qui n'a pas su dépasser – bien au contraire – la division des « deux classes » : « l'aristocratie » des ouvriers qualifiés anglo-saxons réunie dans l'*American Federation of Labour* contre la « plèbe » ouvrière non anglo-saxonne fragmentée et peu syndicalisée. Le seul mouvement syndical américain d'avant-guerre qui attire significativement l'attention d'Élie Halévy est d'ailleurs l'agrisme d'Henry George.

D'autre part et surtout, les États-Unis se caractériseraient par l'absence de prédispositions doctrinales : le marxisme y est quasi inexistant et, à l'exception d'une « littérature anti-capitaliste (Jack London, Upton Sinclair – feuillet 2) », le libéralisme reste le paradigme dominant. Ce constat de « lacune idéologique » s'applique également au rooseveltisme : Élie Halévy décrit Franklin Roosevelt comme le candidat silencieux (« son silence avant son entrée en fonction ») d'un parti « sans programme » [plan 2]. Il insiste sur son opportunisme une fois au pouvoir et sur le manque de lisibilité et de constance de sa politique, présentée tantôt comme « provisoire » et « temporaire », tantôt comme « définitive » et « permanente ».

En dépit de ce jugement sévère sur l'opportunisme rooseveltien – partagé par les cercles socialistes et plus généralement par les commentateurs français –, Élie Halévy ne tombe pas dans le stéréotype d'une psyché américaine pragmatique et empirique, dépourvue de toute capacité réflexive. L'histoire intellectuelle des idées et des doctrines politiques lui tient trop à cœur pour ne pas chercher à identifier les fondements idéologiques du *New Deal*, qu'il débusque dans les idées keynésiennes⁸⁰ et le courant technocratique.

L'historien philosophe mentionne à plusieurs reprises « l'inspiration » keynésienne du *New Deal* en matière de politique économique, notamment monétaire ; il ébauche même une étude de la réception américaine des idées keynésiennes, introduit aux États-Unis, selon lui – suivant en cela les affirmations de journaux anglais – par le livre de l'économiste Stuart Chase, publié en 1932 sous le titre *A New Deal* [feuillet 15]. Pour autant, les notes de cours des étudiants comme les feuillets d'Élie Halévy sont peu prolixes et nous n'en saurons pas plus sur l'appréciation qu'Élie Halévy porte sur les idées de Keynes à l'occasion de ce cours. Il faut alors interroger sa correspondance et ses écrits. Dès 1920, il s'était rallié – d'abord avec prudence, puis franchement – à la thèse développée par Keynes dans *The Economic Consequences of Peace* et avait prôné la modération française dans le règlement de la paix. Il est alors l'un des rares Français à ne pas « l'injurier », à le lire et à réclamer qu'on le lise, enfin à lui accorder crédit sur la question des réparations et des dettes de guerre⁸¹. « Keynésien » en relations économiques internationales, Élie Halévy est

l'interprétation des causes varie fortement en fonction des auteurs – Sombart identifie mal le facteur de l'immigration par exemple ; Marjolin insistera sur le rôle des classes moyennes (« Les classes moyennes aux États-Unis », dans Célestin Bouglé, *Inventaires III. Classes moyennes*, Paris, Alcan, 1939, p. 135-158), ignorées ici par Halévy.

⁸⁰ Pierre Rosanvallon, « Histoire des idées keynésiennes en France », *Revue française d'économie*, op. cit. Repris dans P.A. Hall (ed.), *The Political Power of Economic Ideas: Keynesianism across Nations*, Princeton University Press, 1989. Olivier Dard, « Économie et économistes des années trente aux années cinquante : un tournant keynésien », *Historiens et Géographes*, 361, mars-avril 1998, p. 173-195.

⁸¹ Lettres d'Élie Halévy à Célestin Bouglé, 20/05/1920 et à Xavier Léon, 29/05/1920 : « C'est sur ce dernier point [les réparations] que Keynes – dont je suis loin d'accepter toutes les conclusions – me

par contre beaucoup plus sceptique quant à sa théorie économique, à ses « jongleries monétaires » et à la dévaluation de la livre en 1931⁸². Parce qu'il se déclare incompetent et n'a pas lu le *Treatise on Money* publié en 1930 ni la *General Theory of Employment, Interest and Money* parue en 1936, il reste tributaire de l'interprétation française de la pensée de Keynes. Ainsi assimile-t-il ce dernier – suivant en cela les économistes libéraux français – à la première école libérale, comme en témoigne cette généalogie précise – « Adam Smith et Ricardo, Richard Cobden, Norman Angell et Maynard Keynes, loin d'être socialistes, sont des doctrinaires libéraux, des adversaires conscients du socialisme⁸³ » – et son insistance à faire des théories keynésiennes un « mercantilisme » et de Keynes un champion de l'échange et de l'ouverture des marchés. Il s'étonne dès lors que le Labour Party reprenne à bon compte les théories de Keynes, tout en soulignant l'influence plus naturelle de ce dernier sur le programme économique du parti libéral de Lloyd George. S'alignant sur les plus orthodoxes des économistes français⁸⁴, Élie Halévy peut conclure, en extrapolant à la situation américaine, que, si le rooseveltisme est d'inspiration keynésienne, c'est un libéralisme...

Il se montre plus prolix dans son cours sur « l'école de la technocratie » américaine, qui « imprègne », selon lui, Roosevelt et son *brain trust*. Il mobilise une abondante bibliographie qu'il compulse et annote et dont il recommande quelques titres à ses étudiants. Dans son cours tel qu'il est restitué par les étudiants, il mentionne le « mouvement intellectuel » inauguré par Thornstein Veblen et Howard Scott qu'il présente comme une analyse alternative de la crise capitaliste et comme la « doctrine » officielle du *New Deal*. Dans ses notes de cours, il consacre un feuillet à la « révolte des technocrates » contre la politique de Hoover, sorte de pré-révolution paradigmatique annonçant le *New Deal* [feuillet 6]. S'il s'intéresse moins que certains commentateurs français⁸⁵ à l'aspect « techniciste » et d'ingénierie sociale de l'École technocratique, illustré par les travaux de Howard Scott, ingénieur à l'université de Columbia, qui promeut les vertus des sciences et de la méthode (collecte de données et de statistiques, visualisation par des graphiques) pour mieux contrôler et exploiter les ressources, Élie Halévy est très attentif à son apport théorique tel qu'il transparait

paraît irréfutable. J'attends, en tous cas, qu'on l'ait réfuté ; jusqu'à présent tout le monde se contente de l'injurier. » En 1922, lettre à Xavier Léon : « Tôt ou tard, il faudra arriver au règlement de toutes les dettes internationales dans l'esprit de Keynes », dans Élie Halévy, *Correspondance 1897-1937*, Paris, Édition de Fallois, 1996, p. 633, 635 et 656. Lettre d'Élie Halévy à Xavier Léon, 29/10/1923, dans Élie Halévy, *L'ère des tyrannies, op. cit.*, 2016 [Gallimard, 1938], p. 485 : « j'attire ton attention sur le fait que Keynes, il y a deux ans, a écrit un ouvrage important sur cette question [...] et que la *Revue* ne l'a jamais même mentionné. Ne nous est-il pas parvenu ? Si non, n'y aurait-il pas lieu de le réclamer ? » Sur la réception française critique des écrits de Keynes par un proche d'Élie Halévy, voir Vincent Duclert, « Préface », dans Étienne Mantoux, *La paix calomniée ou les conséquences économiques de M. Keynes*, Paris, L'Harmattan, 2002 [texte de 1942, publié par Gallimard en 1946].

⁸² Lettre d'Élie Halévy à Graham Wallas, 06/10/1931 : « I must confess that I believe neither in the Tariff Reform Panacea nor in Keynes's juggling with money theory », dans Élie Halévy, *Correspondance, op. cit.*, p. 709.

⁸³ Élie Halévy, « État présent de la question sociale en Angleterre » [1922], dans *L'ère des tyrannies, op. cit.*, 2016 [1938], p. 230.

⁸⁴ Les économistes français contemporains insistent sur le caractère « archaïque » et classique des thèses keynésiennes : voir Pierre Rosanvallon, « Histoire des idées keynésiennes en France », *op. cit.*, p. 32.

⁸⁵ Philippe Roger, *L'ennemi américain, op. cit.*, p. 500-501.

notamment dans les ouvrages de Veblen⁸⁶ et qu'il compare à l'aune du marxisme. Or, si Thornstein Veblen et Howard Scott ont élaboré une théorie critique du libéralisme économique et de sa version capitaliste américaine, et s'ils ont analysé, « après Sismondi et Marx », le « déséquilibre entre production et consommation », force est de constater, selon Halévy, qu'ils en « concluent autrement » en « s'élevant contre les financiers » et les rentiers qui doivent être écartés de la direction des affaires, et surtout en « essayant de soulever les techniciens de tous ordres » qui doivent les remplacer. Bref, en ressuscitant la théorie saint-simonienne des abeilles et des frelons. L'idéologie technocratique, même si elle ébranle au même titre que le marxisme le paradigme libéral, n'en serait donc pas un ; Halévy peut *a maxima* la rapprocher d'un socialisme à tendance saint-simonienne. Le courant planiste américain fait également l'objet d'une mention aux étudiants, notamment les travaux du juriste et économiste A. Berle consacrés à *The Modern Corporation and Private Property* (MacMillan, 1932) pour qui il s'agit de corriger le capitalisme américain, pour mieux le sauver, par l'intervention de l'État, des défauts de la concentration qui ont définitivement faussé la libre concurrence et rendu obsolète les théories du libéralisme classique.

Les références théoriques du *New Deal*, ainsi identifiées et passées au crible de l'analyse, ne plaident pas en faveur d'une assimilation de ce dernier à un quelconque socialisme doctrinaire. D'autre part, Élie Halévy expose deux arguments factuels, l'un économique, l'autre politique, qui ne plaident pas non plus, loin s'en faut, en faveur de l'identification du *New Deal* à un programme ou à une politique socialistes. Il suit en cela les analyses du *New Deal* que livrent à chaud certains intellectuels et leaders socialistes français.

Élie Halévy mentionne dans son cours le difficile « équilibre », voire l'opposition, entre « la campagne et la ville », entre les intérêts des producteurs – agriculteurs et industriels – et des consommateurs [feuilles 9 et 21]. Il met alors en lumière ce qu'il estime être un parti-pris rooseveltien en faveur des premiers au détriment des seconds (et donc de la classe ouvrière et des salariés) : le succès de la bataille de la production s'obtient au prix d'un échec sur le front de la consommation, comme en témoignent la hausse des prix ou encore la relative prudence budgétaire de l'administration Roosevelt. Autant d'éléments qui établiraient le caractère peu socialiste (et d'ailleurs peu keynésien⁸⁷) des mesures économiques mises en œuvre par le premier *New Deal* et qui expliqueraient le bilan en demi-teinte de ce dernier. L'analyse d'Élie Halévy repose ici sur les écrits de Robert Marjolin et sur le constat dressé en 1933-34 par la plupart des intellectuels et des dirigeants socialistes, à commencer par Léon Blum lui-même⁸⁸.

⁸⁶ Le cours fait allusion à *The Theory of the Leisure Class* (1899) et la bibliographie indique *The Engineer and the Price System* (1921) dont des extraits sont recopiés par Élie Halévy. Voir Georges Friedmann, « Veblen, un précurseur », *Annales ESC*, 26-5, septembre-octobre 1971, p. 977-981.

⁸⁷ Cette thèse est exposée par Kiran Patel, dans *The New Deal*, *op. cit.*, chap. 2, p. 79-80.

⁸⁸ Léon Blum et les experts économiques de la SFIO défendent la « théorie du pouvoir d'achat » et de la relance par la consommation, contre le malthusianisme et la déflation générale, et se méfient, par conséquence, de toute dévaluation, associée à l'inflation – ce qui les rend ambivalents, en matière de politique économique et monétaire, vis-à-vis du premier *New Deal*, avant de se rallier progressivement et par défaut à la politique de dévaluation : voir les articles de Léon Blum : « Deux formes intermédiaires », *Le Populaire*, 26/07/1933 ; « Expérience Roosevelt. Empirisme et doctrine », *Le Populaire*, 07/10/1933, « L'expérience Roosevelt, la position socialiste », *Le Populaire*, 08/10/1933. Ou

Élie Halévy s'intéresse d'autre part et d'assez près à une autre « sorte de socialisme » dont il décrit longuement la « renaissance » [feuillet 28-29-30] : les mesures préconisées (fiscalité redistributive, retraite à 60 ans, salaire minimum et maximum, revenu minimum voire universel, taxation de la finance) par l'avocat, gouverneur et sénateur de Louisiane, Huey Long, par le père Charles A. Coughlin et le docteur Francis Townsend – anciens alliés de Roosevelt – lui semblent constituer une forme concurrente de socialisme – disqualifiée aux yeux d'Élie Halévy, au motif qu'il est « frustré » (c'est-à-dire non doctrinaire), « démagogique » et « excentrique » (se rapprochant, par l'organisation de l'enthousiasme quasi religieux et l'exercice autoritaire du pouvoir local, des tyrannies fascistes et nazies, même si l'hypothèse n'est pas formulée explicitement). Et Halévy de s'interroger sur les effets de ce socialisme radical sur le *New Deal* et sur la potentielle gêne qu'il pourrait constituer pour Roosevelt : provoquera-t-il une réaction de « retour au conservatisme » ou une inflexion dans le « sens corporatiste, peut-être même aussi accentué que dans le Tennessee » ? Sans anticiper sur une potentielle mobilisation sociale et syndicale, Halévy perçoit un échiquier politique infiniment complexe et polarisé, où le rooseveltisme est débordé sur sa gauche par plus « socialiste » que lui. Roosevelt est d'ailleurs contraint d'agir en conséquence à partir de 1935 sur le plan fiscal, du droit du travail (*Wagner Act*⁸⁹ et *National Labor Relations Board*) et de la Sécurité sociale (*Social Security Act*) ce qu'Élie Halévy ne mentionne pas.

Le *New Deal* est-il un conservatisme, un réformisme ou un radicalisme révolutionnaire ?

« *Recovery ou Reform ?* » [feuillet 25-26-27 et bis], telle est la question posée de façon obsédante par de nombreux observateurs français et par Élie Halévy, qui recourt, pour y répondre, à l'analyse des discours. Il cite dans le texte la rhétorique de la rupture employée par les *New Dealers* : Adolf Berle a pour « seule certitude [...] qu'à la sortie, nous ne reverrons plus l'Amérique que nous avons connue au départ ». Le chef du parti socialiste américain, Norman Thomas, certifie que « l'Amérique ne retournera pas aux formes anciennes du capitalisme ». Roosevelt lui-même affirme que « nous aurions pu seulement rechercher un remède temporaire pour soigner les maux immédiats de la nation ; bienheureusement, nous avons recherché, et nous sommes engagés sur, la voie de l'éradication des causes profondes de cette maladie et de biens d'autres maux du corps politique ». Il reste néanmoins à confronter ces discours à la réalité des faits économiques et sociaux. Car « que faire de tant de déclarations ? » [feuillet 25, 26, 27 bis].

encore « L'exemple anglais », *Le Populaire*, 4/05/1934. Cité dans Michel Margairaz, *L'État, les finances et l'économie. Histoire d'une conversion 1932-1952*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1991, notamment p. 128-131.

Cette analyse de la politique monétaire de Roosevelt (dévaluation = inflation) est également partagée – mais pas pour les mêmes raisons (protection de l'épargne et de la rente) – par les libéraux, fervents partisans de la politique de déflation et de la défense du franc, qui s'insurgent contre les mesures américaines, voir Maurice Vaisse, « Le mythe de l'or en France : les aspects monétaires du *New Deal* vus par les Français », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 16-7, 1969, p. 462-479.

⁸⁹ Sur le *Wagner Act*, voir Jean-Christian Vinel, *The Employee: A Political History*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2013.

Élie Halévy, comme nombre de ses contemporains, s'interroge d'une part sur la cohérence générale du *New Deal* et conclut au pragmatisme empirique, et, d'autre part, sur son devenir incertain et sa fragilité. Concernant à la fois sa nature et son bilan (notamment son efficacité économique), Élie Halévy est, comme Robert Marjolin et André Maurois, assez réservé. Ainsi, selon lui, en matière monétaire, le retour à la normale (et à l'étalon-or) est rapidement envisagé par Roosevelt, mettant fin à « la plus importante mesure financière de l'histoire du monde » selon Norman Thomas. En matière de « relations industrielles », le NIRA, principal outil du « corporatisme », est menacé de non-renouvellement par le Congrès et Élie Halévy l'affirme : le « corporatisme rooseveltien est mort », le « NIRA a vécu », l'expérience a tourné à l'échec. En matière de bataille de l'emploi, la politique des grands travaux relève plus d'une recette traditionnelle de gestion du chômage, enracinée dans le XIX^e siècle libéral et déjà mise en œuvre par le conservateur Hoover en 1932, que d'une révolution ou des prémices du *Welfare State*. En matière de relance de l'activité économique, après un effondrement conjoncturel, la production a repris mais « la hausse des salaires ne compense pas la hausse des prix » et la bataille de la consommation est loin d'être remportée. Enfin l'intervention directe de l'État dans la production, par la nationalisation indirecte et la planification, à l'instar de l'emblématique programme de la TVA, est loin d'être généralisée et reste timide, voire timorée, sur le plan juridique et économique.

En 1936, alors que s'achève le premier mandat Roosevelt, le philosophe historien est prudent quant aux résultats et au caractère révolutionnaire du *New Deal* – qui lui semble nettement moins radical et transformateur que les discours de ses promoteurs (Faÿ, François Drujon⁹⁰), comme de ses détracteurs (Siegfried, Pierre Malo⁹¹), ne le laissent entendre.

L'analyse halévyenne du *New Deal* est certes tributaire du contexte intellectuel français, anglais et américain de réception de l'expérience Roosevelt, car de seconde main. Elle se heurte certes aux limites d'une histoire du temps présent qui côtoie le commentaire d'actualité. Mais elle surprend néanmoins – comparée aux productions contemporaines de nombre d'exégètes français – par l'application d'une méthode exigeante, par la qualité de la réflexion et par la modération de ses conclusions.

Dans un contexte d'antiaméricanisme généralisé, alimenté par la longue liste des malentendus transatlantiques (dettes et réparation de guerre, isolationnisme, trahison monétaire de la Conférence de Londres et de la dévaluation), la réception halévyenne, positive et nuancée, n'est certes pas tout à fait exceptionnelle dans son milieu, mais s'avère caractéristique d'un tropisme anglo-américain et d'une ouverture intellectuelle assez remarquables. Dans un contexte de dénonciation hystérique de la « révolution » rooseveltienne, la réfutation halévyenne témoigne d'un rejet de l'approche généraliste et idéologique qui caractérise la production d'une génération de professeurs-éditorialistes (de Siegfried, pourfendeur du *New Deal*, à Faÿ pourtant bien disposé) au profit d'une approche scientifique plus rigoureuse mobilisant les outils des sciences sociales. L'usage de sources polyphoniques, la confrontation des

⁹⁰ François Drujon, *L'Amérique et l'Avenir*, Paris, Corrêa, 1938.

⁹¹ Pierre Malo, *La féerie américaine*, Paris, Les Œuvres françaises, 1935.

discours et des faits, la mise en généalogie et en longue durée, l'attention accordée aux idées et aux représentations, la mobilisation heuristique de la comparaison (ici entre doctrines) servent alors d'antidote à la surinterprétation, à l'anachronisme, à l'approche normative, à la prophétie radieuse ou catastrophiste. Cette méthode permet d'apporter des réponses argumentées à certaines interrogations concernant la nature du *New Deal* ; elle incite à suspendre le jugement lorsqu'il s'avère prématuré – sans pour autant totalement lever les « obstacles intellectuels » qui encadrent tout processus de réception, et sans pour autant éviter certains effets de cécité redevables à l'histoire du temps présent.

Dans l'appréciation générale de la réception du *New Deal* en France, le cours d'Élie Halévy, professé durant deux ans sans donner lieu à publication, peut paraître mineur. Il l'est moins si l'on s'intéresse aux voies de cette réception, aux réseaux qu'elle a mobilisés, aux milieux qu'elle a impliqués. Élie Halévy est certes un « intellectuel marginal », mais il cumule des dispositions qui favorisent cette réception. De par sa maîtrise de la langue anglaise et sa connaissance des mondes anglo-saxons, il s'insère assez naturellement dans les réseaux anglo- et américanophiles, en cours de recomposition à la fois géographique (au détriment de la Manche et au profit de l'Atlantique, *sea change* oblige) et institutionnelle (au profit du pôle scientifique sous l'effet de l'intervention des fondations américaines) qui vont relayer l'expérience américaine. Mais il ne s'agit pas ici d'un simple processus d'« américanisation ». Cette réception se déploie dans un milieu intellectuel français spécifique – que l'on désigne sous le terme générique de « relèves » technocratiques et d'expertise⁹² – où l'expérience américaine est une référence-prétexte autant qu'une source d'inspiration véritable. Élie Halévy, de par son rôle de relais intergénérationnel entre les anciennes sciences humaines et les nouvelles sciences sociales, de par sa multipositionnalité, témoigne bien de l'interaction entre les différents milieux qui contribuent à cette conversation franco-française autant que franco-américaine : laboratoires d'idées normaliens du CDS et polytechniciens du CPEE et d'X-Crise où s'élaborent de nouveaux savoirs ; zones de contacts politico-administratifs de l'École libre des sciences politique où se côtoient ingénieurs-économistes et patrons-ingénieurs, hauts fonctionnaires et hommes politiques, chefs d'entreprise et universitaires ; institutions intellectuellement prestigieuses de l'École normale supérieure⁹³, de la Société française de philosophie et de la *Revue de métaphysique et morale* où sont abordées les questions politiques et sociales ; militance intellectuelo-politique des théoriciens et experts socialistes et planistes de

⁹² En plus des travaux de R. Kuisel et de Ph. Nord déjà cités, se référer à Michel Margairaz, « Les autodidactes et les experts : X-Crise, réseaux et parcours intellectuels dans la France des années trente », dans B. Belhoste, A. Dahan Damledico, D. Pestre et A. Picon, *La France des X. Deux siècles d'histoire*, Paris, Économica, 1995, p. 169-184. Ainsi qu'aux travaux incontournables d'Olivier Dard, « Voyage à l'intérieur d'X-crise », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 47, juillet-septembre 1995, p. 132-146 ; *Id.*, « Les technocrates : archéologie d'un concept, généalogie d'un groupe social », dans Olivier Dard, Jean-Claude Daumas et François Marcot (dir.), *L'occupation, l'État français et les entreprises*, Paris, Association pour le développement de l'histoire économique, 2000, p. 213-227 ; *Id.*, *Le rendez-vous manqué des relèves des années 1930*, Paris, PUF, 2002.

⁹³ Christophe Prochasson, « Entre science et action sociale : le "réseau Albert Thomas" et le socialisme normalien, 1900-1914 », dans Christian Topalov (dir.), *Laboratoire du nouveau siècle. Nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France 1880-1914*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1999, p. 141-156. Jean-François Sirinelli, *Génération intellectuelle, Khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Fayard, 1988.

la Révolution constructive⁹⁴. Peu cloisonnés, ces milieux mettent en circulation, par leurs cours et leurs conférences, par leurs contributions aux revues savantes et à la presse spécialisée et généraliste, par leurs ouvrages et leurs publications, par leurs cercles et sociabilité, des réflexions et des connaissances sur la rationalisation, la technocratie, les théories keynésiennes, le rôle de l'État et de l'administration, le planisme, les nationalisations, la protection sociale et le *Welfare State*, etc., qui seront mobilisées après-guerre pour réformer l'État, refonder les institutions et moderniser la France.

L'auteur

Agrégée et docteure en histoire, Marie Scot est PRAG à l'IEP de Paris et chercheuse au Centre d'histoire de Sciences Po (CHSP). Ses recherches portent sur l'histoire des sciences et des institutions scientifiques en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis (*La London School of Economics and Political Science. Internationalisation universitaire et circulation des savoirs en sciences sociales 1895-2000*, PUF, Paris, 2011 ; *La London School of Economics and Political Science et le Welfare State, Science et politique en Grande-Bretagne, 1940-1979*, Paris, L'Harmattan, 2005), ainsi que sur l'histoire intellectuelle et des idées politiques. Elle édite, avec Vincent Duclert, les œuvres complètes d'Élie Halévy, aux Belles Lettres (*Correspondance et écrits de guerre 1914-1919*, 2016 ; *L'ère des tyrannies*, 2016 ; *Histoire du socialisme européen*, 2016).

Résumé

En 1934, Élie Halévy, professeur d'histoire intellectuelle et politique de l'Angleterre et du socialisme à l'École libre des sciences politiques, inclut dans son cours consacré au « Socialisme en Europe au XIX^e siècle » une leçon sur « l'expérience Roosevelt ». Des fragments documentaires (notes d'étudiants, fiches préparatoires du professeur, bibliographies) permettent de reconstituer le contenu de cette leçon américaine. Cet exemple inédit de réception française du *New Deal* dans les années 1930 par un intellectuel français témoigne à la fois des voies, des milieux, des réseaux qui encadrent la réception, des obstacles culturels et méthodologiques (histoire du temps présent) auxquels se heurte le travail intellectuel, et de l'interaction entre préoccupations nationales et débat transnational dans les recompositions doctrinaires des savoirs sur l'État, l'économie et la société, à l'œuvre dans les années 1930.

Mots clés : Élie Halévy ; École libre des sciences politiques ; *New Deal* ; Roosevelt ; échanges franco-américains ; histoire connectée.

Abstract

⁹⁴ Jean-François Biard, *Le socialisme devant ses choix. La naissance de l'idée de plan*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985.

In 1934, Élie Halévy, a professor of English political and intellectual history and the history of socialism at the École libre des sciences politiques, decided to include a lesson on the “Roosevelt Experiment” in his course on Socialism in Europe in the Nineteenth Century. A fragmentary set of documents (students’ notes, the professor’s lecture notes, bibliographies) allow one to reconstruct the content of this American lesson. This unprecedented example of how a French intellectual greeted the New Deal in the 1930s simultaneously illustrates the channels, social circles and networks that shaped its reception, the cultural and methodological obstacles (contemporary history) impeding intellectual work and the interaction between national concerns and transnational discussions in the doctrinal reorganization of knowledge regarding the state, economy and society in the 1930s.

Keywords : Élie Halévy ; École libre des sciences politiques ; Roosevelt ; New Deal ; Cultural Transfers ; Connected History.

Pour citer cet article : Marie Scot, « Élie Halévy. Un regard français inédit sur le *New Deal* de Franklin D. Roosevelt », *Histoire@Politique*, n° 31, janvier-avril 2017 [en ligne, www.histoire-politique.fr]